



**Peugeot-Citroën se porte mieux ?**

## **GROS DÉBRAYAGE SUR LE SITE DE PSA MULHOUSE. UNE PREMIÈRE DEPUIS SEPTEMBRE 2013**

*Vincent Duse, CGT PSA Mulhouse*

*La presse économique se félicitait, lundi 23, du retour de PSA dans le CAC 40, l'indice phare de la bourse de Paris, après deux années d'absence. Ce qui n'était pas prévu, en revanche, au niveau du groupe PSA, en début de semaine, c'était un gros débrayage à Mulhouse, le plus important après plus d'un an et demi d'atonie dans les usines, notamment après les grèves qui n'ont pas pu empêcher la mise en place du Nouveau Contrat Social (NCS). Alors que les dirigeants de Peugeot-Citroën se renorgorgeaient devant la presse, sur chacune des trois équipes du site de Mulhouse, le travail a été stoppé pendant deux heures.*

l'overtime, c'est-à-dire le «rattrapage» en fin de journée, sans compter, dans le cas de Mulhouse, l'arrêt de la chaîne de production de la C4, en juin, lourd de menaces sur l'emploi. Se basant sur l'atonie apparente dans les usines du groupe, confiante, la direction s'est donc contentée de concéder une prime d'intéressement et un supplément de 1200 euros bruts, soit 912 nets. Dans le cas de Mulhouse, c'était sans compter sur la grogne des ateliers.

Carlos Tavares, le PDG de PSA, se fait fort d'avoir redressé le groupe et consolidé sa marge opérationnelle qui devrait atteindre les 2% en 2018 contre 0,3% en 2014. Si l'on suit la communication interne de la boîte, donc, l'entreprise va mieux. Enfin, tout dépend pour qui, et de quel point de vue.

qui s'attendaient à une augmentation d'au moins 1%, après trois années de gel salarial. Mais cette année encore, les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) ont été « annuelles », « obligatoires », mais sans plus...

### **Zéro augmentation**

Sept des plus importants membres du directoire se sont donc octroyé une petite augmentation de 86%. La famille Peugeot, plus modeste, s'est contentée d'un bonus de 54%. Dans les ateliers, du coup, nombreux étaient ceux

Le couperet est tombé le 19 mars: pas un centime supplémentaire sur les fiches de paie. Du côté de la charge de travail, en revanche, les choses ne font qu'empirer. On ne compte plus les samedis obligatoires et gratuits,

### **Un appel suivi**

La direction locale de la CFDT, qui ne brille généralement pas par sa combativité, a donc lancé, vendredi, en fin de matinée, un appel au débrayage de deux heures par équipe, pour le lundi. Le mot d'ordre, relayé par la CGT, a été perçu avec un enthousiasme comme on n'en voyait plus depuis plusieurs mois. Malgré le peu de temps pour se préparer, compte-tenu du weekend, 350 collègues du matin ont suivi l'appel à la grève lundi 23, 150 sur la tour-



née de l'après-midi et une cinquantaine en soirée. En tout et pour tout, avec 550 grévistes pour une journée, c'est la plus grosse grève sur le groupe depuis le débrayage à 900 de septembre 2013.

L'arrêt de travail n'a rien d'anodin, dans le climat actuel. On a vu, ces derniers temps, des grèves pour les salaires percer, ça et là, et pas obligatoirement parce que nous sommes en période de NAO. Si le gouvernement veut, coûte que coûte, percevoir un « frémissement » au niveau économique, il se pourrait bien, à l'opposé, qu'on soit en train d'assister à un regain de mobilisation chez les salariés.

## Une mobilisation à consolider et à élargir

Côté PSA, cela pose la question de la façon dont il va falloir poursuivre la bagarre. Nombre de collègues, en

effet, s'interrogeaient sur les prochaines étapes qui devraient être les nôtres. Une chose est sûre, c'est que si Mulhouse s'est mobilisé contre le gel salarial, alors ce sont des centaines d'autres collègues, sur le groupe, qui pourraient également entrer dans le mouvement.

Si du côté des délégués centraux, la CGT ne signera pas « l'accord salarial » mais que, semble-t-il, la CFDT et les autres organisations syndicales, auront du mal également à y mettre leur paraphe, alors cela veut dire que, tous ensemble, il va falloir prendre des mesures sérieuses si l'on veut être conséquents et faire ravalier leurs prétentions aux dirigeants du groupe. C'est en ce sens que les organisations syndicales doivent prendre leurs responsabilités. La direction de la CGT se doit d'interpeller l'ensemble des organisations qui refusent, aujourd'hui, la mascarade sur laquelle Tavares pariait

pour nous rouler à nouveau dans la farine.

Dans ce cadre, la journée de mobilisation du 9 avril appelée au niveau national par la CGT, FO, Solidaires et la FSU sera une étape importante. Il faut que l'ensemble des travailleurs s'en saisissent pour faire entendre leur voix et dire que la mobilisation doit s'organiser, sur la question des salaires comme celles des contre-réformes du gouvernement et de ses macronneries. C'est ce que nous ferons, à Mulhouse. Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais plusieurs grèves et débrayages, en même temps, et sur des objectifs similaires, pourraient réchauffer le climat, à condition que les équipes syndicales combattives se donnent les moyens pour les consolider et les élargir, la seule façon pour les faire gagner.

23/03/15

## Grève pour les salaires dans le groupe PSA

# ÇA CHAUFFE À SEVELNORD

## ENTRETIEN AVEC FRANCK THÉRY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CGT

*Propos recueillis par Vincent Duse*

*L'usine PSA de Sevelnord, à Lieu-Saint-Amand, près de Valenciennes, emploie 2.200 salariés, dont un certain nombre en contrat de professionnalisation. Depuis le désengagement de Fiat, en 2011, Sevelnord est devenu propriété de PSA à 100%. « Soit vous acceptez le blocage des salaires, soit on ira construire ailleurs le K-Zéro ». Voilà, en résumé, le chantage pratiqué par la direction du site où PSA produit des utilitaires légers. Sevelnord est donc l'une des premières usines du groupe à avoir réalisé un « accord de compétitivité », avec gel des feuilles de paie à la clef. La dernière grève sur les salaires remonte, pour le site valenciennois, à 2007. Mais ces derniers jours, la situation a été passablement bousculée, avec un premier débrayage massif mercredi 25 mars, au surlendemain de la grève à PSA Mulhouse. Le mouvement, aujourd'hui, se poursuit. C'est ce dont nous parle Franck Théry, secrétaire général CGT sur le site de Lieu-Saint-Amand.*



### Comment a démarré le mouvement à Sevel ?

Cela fait déjà un moment, en réalité, que nous étions sur une campagne pour les salaires. On sait que les quatre principaux dirigeants du groupe se sont octroyé 86% d'augmentation, que le groupe a annoncé 905 millions de bénéfices, dont 14 millions sont partagés par sept membres de la direction. Sevelnord étant un laboratoire de l'accord de compétitivité, après plus de trois ans de gel des salaires, les attentes des travailleurs étaient grandes, cette fois-ci, lors de négociations. Les suppressions d'emploi et les cadences rajoutent du stress, bien entendu, mais les ouvriers, surtout, n'y arrivent plus, tant sur les chaînes qu'au niveau des fins de mois. Ici, du coup, les dossiers pour surendettement ont explosé ces dernières années. Ne rien lâcher sur les salaires, alors que tous les voyants sont au vert pour le groupe, c'était donc une véritable provocation.

### Quand la grève a-t-elle commencé ?

Le premier débrayage a eu lieu le jour de la deuxième réunion de négociation salariale, mercredi 25 mars, à 15 heures. En sortant de la rencontre, nous avons dû informer les travailleurs que c'était zéro euro d'augmentation salariale qui était annoncé, et la grève a démarré. Nous sommes partis à 300, en défilant dans les ateliers. Un certain nombre de copains ont décroché pour

nous rejoindre, au fur-et-à-mesure. On a fini à 400, ce qui signifie un site quasiment à l'arrêt. Mais on ne s'est pas arrêtés là. Le mercredi après-midi la direction a annoncé une réunion le lendemain à 8h, mais, jeudi 26, elle est revenue sur sa position et a refusé tout dialogue avec la CGT. Du coup, la grève s'est renforcée au niveau des deux équipes. C'est comme ça que la direction a annoncé vouloir fermer l'usine, le vendredi 27.

### La direction a donc annoncé un lock-out pour casser le mouvement ?

Tout consistait à faire croire que la boîte serait fermée le vendredi, et ce avec l'aide des syndicats de collaboration de classe qui ont relayé l'information et ont envoyé des messages pour dire aux ouvriers de rester chez eux, le numéro vert ayant été activé en ce sens. Mais tous les grévistes ont décidé, en assemblée générale, de venir quand même le vendredi à 5h30, sur le site. Vendredi, donc, le délégué syndical central CGT du groupe PSA était présent pour porter la solidarité des travailleurs du groupe mais n'a même pas pu rentrer. De notre côté, on était 700 grévistes et l'usine était à l'arrêt. Depuis Sevel, nous nous sommes rendus sur le site UMV de Trith Saint Léger, qui fait partie également du groupe PSA, pour faire grossir la mobilisation. Nous avons distribué un tract devant l'usine où sont produites une bonne partie des boîtes de vitesse pour PSA pour que les copains s'y mettent aussi.

### Quelles perspectives vois-tu pour la suite ?

Les salariés ont décidé de reconduire l'action le lundi 30 mars. Dès lundi, nous allons appeler à la poursuite de la grève, avec un rendez-vous devant la boîte des grévistes des deux tournées. L'idée, c'est de donner une impulsion encore plus forte au mouvement et décider en assemblée générale du développement de la lutte, des actions à mener et de réaffirmer les revendications de la CGT, qui valent pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du groupe PSA, à savoir 300 euros d'augmentation, l'augmentation de toutes les primes et, dans le cas de Sevel, une prime de 1000 euros pour la production du K-Zéro.

### Il faudrait donc une lutte d'ensemble sur tout le groupe PSA ?

En effet, c'est plus que nécessaire. Nous avons tous les mêmes problèmes de salaire et ce ne sont pas des primes d'intéressement très aléatoires, qui ne nous sont versées qu'une fois, qui vont régler nos fins de mois de plus en plus difficiles. C'est bien tous les mois que le fric nous manque. Donc, pour faire céder Sevelnord comme le groupe PSA, la lutte d'ensemble doit se construire dès maintenant. La convergence des luttes est notre boussole. On ne pourra pas gagner des luttes sur les salaires ou l'emploi boîte par boîte. C'est toutes et tous ensemble qu'il faut y aller.

### Le 9 avril peut contribuer à une mobilisation des différents secteurs ?

Pour nous, le 9 avril, c'est l'occasion d'être en lutte avec les travailleurs de la Française de Mécanique, d'UMV, mais aussi d'autres usines qui ne sont pas du groupe PSA, comme Bombardier, à Crespin, où les travailleurs sont en lutte pour les salaires. Oui, le 9 avril peut être un grand moment de convergences des luttes pour l'ensemble de la région, avec un retentissement national. Ce pourrait être le début d'une contre-offensive de la classe ouvrière.

28/03/15